

# Mort de l'instruction, suicide républicain

Jérémie DAIRE

D'où vient l'idée curieuse d'une instruction publique ? Pourquoi avoir décidé d'une prise en charge par l'état de l'éducation ? Le fait ne vient pas de soi. Fruit de la politique opportuniste des années 1880, l'école publique est à l'origine une partie du projet d'implantation de l'idéal républicain dans la société française, par l'ancrage de ses valeurs et l'éloignement de l'Eglise.

Cet objectif, rêve des Ferry et des Gambetta de l'âge d'or de la République, est atteint depuis quelques décennies maintenant ; l'instruction a fait sa part dans l'homogénéisation sociale de la France.

Aujourd'hui, l'enjeu de l'école est sensiblement différent. La grande division ne se fait plus entre Ancien Régime et République, mais bien plutôt entre capitalisme agonisant et avenir des enfants de travailleurs. Les jeunes ne sont plus à préserver du cléricisme antirépublicain, dont l'école même privée ne saurait être qu'un vecteur marginal, mais bien plutôt de l'exploitation et de ses conséquences les plus graves. Or de la direction que prend l'instruction dépend le sort de ceux qui la reçoivent.

Un choix se présente aujourd'hui pour l'éducation ; deux opportunités entre lesquelles s'étend tout un spectre de possibles. La première est l'enseignement pur de la connaissance, gratuit dans tous les sens du terme : du savoir pour lui-même et financé par l'État. La seconde est la formation, la transmission exclusive de compétences, démarche philistine d'adaptation de la jeunesse au monde du travail. Inutile de mentionner les conséquences d'un tel modèle, dans lequel il est évident que la matière purement intellectuelle est réservée aux petits de la bourgeoisie tandis que les enfants des salariés n'ont qu'à apprendre à produire de la valeur pour les premiers. Ce constat suffit : une éducation payante confère à l'enseignement une valeur d'échange. Une éducation bornée à la compétence lui confère une valeur d'usage. Ce couple valeur d'usage – valeur d'échange est la condition nécessaire et suffisante à la marchandise, cet objet qui n'est produit que pour être vendu. Mais, plus pernicieuse que la marchandise commune, l'enseignement-marchandise contribue à réduire l'étudiant à sa qualité de futur travailleur.

Voilà donc les deux bornes de l'alternative qui se présente : faire de l'instruction un outil de pure émancipation intellectuelle pour tous, ou livrer les jeunes à l'exploitation comme le Christ à Ponce-Pilate. Ne pouvant spéculer sur la prochaine révolution prolétarienne en France, qui simplifierait de beaucoup le dilemme en rendant aux travailleurs le contrôle de l'instruction, l'enjeu est aujourd'hui de trouver une harmonie entre préparation efficace au monde du travail et production gratuite d'outils intellectuels, quitte à ce que des étudiants rebelles et libertaires aient la pensée saugrenue de critiquer leur société. L'université de demain doit concilier ces deux aspects, pour le bien non seulement des jeunes, mais encore de la société de demain.

N'anticipons pas l'aliénation des travailleurs en leur ôtant dès l'école toute opportunité de contrôle intellectuel sur leur propre condition. Laissons-les au moins être conscients de ce demain.

**Jérémie DAIRE,**  
élève en classes préparatoires littéraires  
au lycée Michelet de Vanves

